

## REGARDS SUR L'EUROPE n° 17

**Jean-Marie Klinkenberg, le linguiste dans la Cité**

Notre invité d'aujourd'hui est un expert du langage, devons-nous surveiller particulièrement notre discours face à ce spécialiste ?

Professeur émérite de l'Ulg, membre de l'Académie royale de Belgique, président du Conseil Supérieur de la langue française, Jean-Marie Klinkenberg est en outre fréquemment sollicité pour passer dans les médias lorsque, à l'occasion d'un Congrès international organisé sur nos terres<sup>1</sup>, de la parution d'une nouvelle grammaire, ou plus perturbant encore, d'une réforme réelle ou projetée de l'orthographe, on a besoin de ses lumières.

Tant de qualités éminentes devraient effrayer ; mais la compétence du personnage n'a d'égal que sa simplicité. Ce fut donc un grand plaisir que de passer une heure passionnante en sa compagnie.

Avant d'entamer le récit de cette rencontre, rappelons le principe de ce qui figure ci-dessous : ce n'est ni la mise au propre d'un enregistrement, ni la rédaction d'une synthèse suivie mais une reconstitution qui, je l'espère, rendra autant l'exactitude du fond que la spontanéité de la forme.



Victoria Solovieva, photographe

*Votre CV est impressionnant et diversifié ! Pour vous désigner, quelle formulation choisiriez-vous prioritairement ? Eminent sémioticien ? Fin pédagogue, chercheur passionné ? Expert citoyen ? Couronné par les plus hautes instances de la Langue ... ?*

Sémioticien ? Peut-être : après tout, c'est mon "core business", le cœur de mes études et de mes recherches. Pédagogue ? Certainement, car enseigner a pour moi été une passion. Les distinctions honorifiques ? Elles n'importent pas vraiment. Mais « expert citoyen », oui, cela me plaît ! Mon dernier livre, « **la langue dans la Cité - vivre et penser l'équité culturelle** » a reçu le prix 2016 du Livre Politique: c'est là un prix qui a plus de valeur pour moi que bien d'autres, parce que je crois fortement que le rapport du citoyen à sa langue est un enjeu politique et donc qu'une politique linguistique est nécessaire pour rendre accessibles à chacun sa langue et l'écriture de celle-ci.

*Depuis quand avez-vous eu envie d'étudier la langue ?*

Depuis toujours ! À 6 ans, mon instituteur m'avait surnommé "Monsieur Vocabulaire", parce que je connaissais beaucoup de mots. Oui, j'ai toujours aimé jouer avec les mots. J'ai aussi été très tôt passionné de lecture. Grand lecteur... mais mauvais en orthographe : je ne voyais pas bien le rapport entre les deux, d'ailleurs. Peut-être aussi n'avais-je pas (n'ai-je pas...) de respect pour quelque chose qui n'en est pas digne.

*Pourtant, la grammaire et l'orthographe ne sont-elles pas les outils indispensables pour une communication où chacun joue au même jeu avec les mêmes règles ?*

<sup>1</sup> Voir la séquence du JT de RTC de juillet 2016 à l'Ulg <https://www.rtc.be/video/info/congres-international-des-professeurs-de-francais-1472243-325.html>

Je pense dès lors qu'il faut créer des voies d'accès légales: déterminer un parcours passant par des camps de l'ONU. On examinerait les demandes et déterminerait des destinations liées à des quotas par pays. Ce serait mieux organisé et moins dangereux pour les migrants. On peut aussi penser à créer une « blue card » accordée par tirage au sort aux gens qui entrent légalement.

### **Mais comment aider à développer les pays en manque ?**

On pourrait déterminer les besoins économiques des pays de l'UE chaque année, établir une grille de critères assortis de points, faire un appel aux candidats qui accumulent les points positifs et seraient donc à même de trouver des places sur notre marché du travail. On mettrait alors en place une immigration choisie comme en Australie et au Canada.

Une chose est sûre, c'est qu'il faudra s'y mettre sans trop tarder puisque - cfr supra -, il ne faut pas espérer que les flux vont diminuer.

Or ces afflux non gérés ont une grosse influence sur la montée des extrêmes qui menacent la démocratie.

### **Et concrètement on fait quoi ?**

Pour le resettlement, il se ferait selon les bonnes volontés de chaque pays en fixant ses quotas.

Pour ceux qui sont déjà ici, cela n'est pas possible. Pour l'instant, (NDLR en novembre 2016) on fait face en Grèce et en Italie, à environ deux fois 60.000 demandes. Or on est encore sous le régime des accords de Dublin signés à une toute autre époque, celle où les



seuls problèmes qu'on envisageait étaient le flux de réfugiés de l'Est. Ces accords disaient que le premier pays européen qui recevait le migrant devait s'en occuper. Mais les principaux pays frontières, face aux Etats en guerre ou dans la misère, sont l'Italie qui n'est pas très prospère et la Grèce, qui ne se porte pas mieux. C'est pourtant eux qui reçoivent les réfugiés pour des raisons de proximité géographique et en portent tout le poids.

On veut donc réformer ce système en déterminant des quotas qui seraient fonction de la population locale: X migrants par milliers ou millions d'habitants.

L'Ouest n'a pas dit non mais l'Est, surtout le groupe de Viktor Orban a clairement dit non. Orban a crûment expliqué ses raisons : nous sommes blancs et historiquement chrétiens, donc nous refusons tout élément divergent. Choquant mais ce qui se dit tout haut à l'Est est souvent pensé et partagé plus discrètement à l'Ouest.

La réflexion, compliquée, se poursuit pourtant avec l'apparition de nouveaux concepts comme la solidarité alternative par exemple, qui obligerait celui qui refuse son quota de payer une contrepartie à l'accueil.

### **Comment intégrer ces populations une fois qu'elles sont installées ?**

Et bien ce n'est pas évident comme le montrent les attentats, les filières djihadistes, etc.

Le problème (et ses solutions) n'en est qu'à ses balbutiements, dans toute l'Europe d'ailleurs. Des ghettos se sont constitués dans nos villes qui enferment et séparent les communautés.

Exemple frappant : une prof décide d'aller avec un groupe de jeunes de Molenbeek visiter la périphérie et ceux-ci se retrouvant à Wavre, très mal à l'aise dans un contexte belgo-belge, affirment : "on n'est pas chez nous!"

L'Europe n'a en fait pas développé jusqu'à présent de compétences face à la thématique de l'intégration, qui se faisait (ou était censée se faire) sur le tas, sans encadrement particulier.

L'apparition du terrorisme a tout compliqué car les origines des migrants sont souvent reliées à une seule religion, l'Islam, qu'on assimile sans nuance aux attentats terroristes.

Rappelons pourtant que tous les Européens sont des sangs mêlés, celtes, latins, barbares plutôt de l'Est mais en tout cas pas de purs autochtones.

### Qui sont ces migrants, les connaît-on ?

Les réfugiés politiques doivent produire des papiers d'identité et des documents qui justifient de leur situation de danger et donc on sait qui ils sont et d'où ils viennent.

Les réfugiés économiques ont rarement des papiers, car ils veulent éviter de se faire renvoyer dans leur pays d'origine.

En effet, d'après les règles internationales, on ne peut renvoyer que vers un pays qui acceptera ce retour, donc si on n'a pas d'accord ou si on ne connaît pas le pays de départ, le retour est légalement impossible.

### Q Pourquoi le deal avec la Turquie qui nous humilie et finira par dénoncer l'accord ?

Il faudrait trouver d'autres pays volontaires en les payant, pour qu'ils jouent le rôle des Turcs, comme la Jordanie, le Liban, ...

En attendant on a fait preuve d'un peu de solidarité envers les pays frontières qui étaient complètement débordés. On a créé des mécanismes pour soulager les pays faillis comme la Grèce mais aussi pour nous protéger de risques financiers qui menaceraient nos banques.

On n'aide pas vraiment les pays accueillants : on a remplacé Frontex<sup>4</sup> par une agence d'aides à l'administration, de mises en place de bureaux. Et nous envoyons depuis peu des chèques.

**Conclusion** : posé ainsi, le problème est insoluble et la Belgique gère la situation de manière déplorable. La loi oblige à se préparer pour recevoir les quotas répartis mais en fait on se prépare et puisque les règles ne progressent pas, personne n'arrive. Donc il y a donc beaucoup de dépenses inutiles.

D'autre part, pour la majorité des citoyens, le vrai problème n'est pas constitué par les nouveaux réfugiés mais par les allochtones installés, parfois depuis deux générations, qui ont une visibilité plus importante qu'avant, avec les femmes voilées notamment ou les magasins halal. On a l'impression qu'ils sont très nombreux. Mais ils sont surtout plus repérables que si on avait des milliers de Polonais blancs, catholiques, travaillant dans la construction !

La montée des extrémismes dans l'UE est rapide et inquiétante! On



<sup>4</sup> Frontex aide les États membres de l'UE et les pays associés à l'espace Schengen à gérer leurs frontières extérieures. Elle contribue à harmoniser les contrôles aux frontières au sein de l'UE. Elle facilite la coopération entre les autorités de surveillance des frontières dans l'UE, en fournissant une expertise et un soutien technique. (source : europa.eu)

se radicalise un peu partout mais il faut bien avouer qu'on n'a pas encore trouvé de moyens légaux et humanistes, pour gérer la question.

Tant que tous les pays de l'UE ne prendront pas le problème à bras-le-corps, il n'y aura aucun changement spontané dans un sens positif.

## B rêves

Les 60 ans du Traité de Rome fondant l'UE le 25 mars 1957, se fêteront de diverses manières dans les Etats membres. La liste des manifestations se trouve sur le site [http://europa.eu/european-union/eu60\\_fr](http://europa.eu/european-union/eu60_fr)

Voici quelques évènements prévus chez nous



- **9-13 mars – Le Traité de Rome à la Foire du Livre de Bruxelles.** Le stand de l'Union européenne présentera une copie du Traité aux visiteurs. Un quiz sera organisé à cette occasion avec de nombreux prix à gagner.
- **13-24 mars – Campagne dans des écoles en Flandres et en Wallonie avec le *Federal Truck*** pour parler des 30 ans du programme ERASMUS+ et des 60 ans du Traité de Rome, en partenariat avec la Chancellerie du Premier Ministre et les agences nationales EPOS, BIJ et AEF.
- **20-24 mars - Semaine européenne pour les étudiants internationaux** à l'Université de Saint-Louis, organisée par l'association Student for Europe – Brussel dont l'objectif est de rassembler les jeunes Européens autour du grand projet de construction européenne.
- **28 mars - « Passé, présent et avenir de l'Europe. Quel impact sur les jeunes citoyens de la Province de Luxembourg ? »** Conférence – débat avec le député européen Claude Rolin et les étudiants de 5, 6, et 7<sup>e</sup> secondaire au LEC à Libramont. Organisée par le Centre d'Information Europe Direct de la Province du Luxembourg.
- **2-6 mai – Simulation du processus de décision européen avec 150 jeunes européens**, organisée par Brussels Model European Union avec le soutien de la Représentation.
- **6 mai – Exposition: L'héritage du Traité de Rome dans l'Europe d'aujourd'hui** – à l'intérieur du Berlaymont – à l'occasion de la Journée Portes ouvertes des institutions européennes. Entrée libre et gratuite.
- **9 mai – Journée de l'Europe à Bruxelles** – le 60<sup>ème</sup> anniversaire du Traité de Rome sera mis à l'honneur à travers une exposition et une célébration commémorative symbolique sous le skyshelter Dome du rond-point Schuman.
- **9 mai – Cercle royal Gaulois, 18 heures, concert de « I Musici Brucellensis »** direction : Zofia Wislocka. (Vivaldi, Kalinnikov, Haydn, Albeniz et Oscar Strauss).

Pour se faire sa propre opinion, creuser une question d'actualité, connaître les projets en cours, ... toutes les publications de l'Europe dont on peut avoir besoin, c'est ici :

<https://bookshop.europa.eu/fr/home/>

Comment faire aimer l'Europe aux enfants (Foire du Livre « questions clés » avec Véronique Tyberghien)

[http://www.rtbf.be/auvio/detail\\_questions-cles?id=2193375](http://www.rtbf.be/auvio/detail_questions-cles?id=2193375)